

Ils n'en auront jamais assez !

Dans les universités

Grâce à la LRU et à l'autonomie des universités, **les universités sont responsables de leur budget (bien que sous tutelle permanente du rectorat)**. Les président.e.s réclament depuis des années qu'au minimum le "Glissement Vieillesse Technicité soit compensé" sans que cela soit systématiquement accepté. Grâce à Parcoursup, **les outils de la sélection sont en place**. Grâce au plan "Bienvenue en France", c'est **le tabou des frais à l'université qui est levé**. On pourrait penser que tout est en place pour que les universités se mettent (enfin ?) à trancher dans le vif en sélectionnant les étudiants et en augmentant les frais d'inscription. Mais non... **il manque un outil : pouvoir vraiment gérer l'université, comme dans le privé, en jouant sur la "masse salariale"** . Un rapport commandé par Bercy et par le ministère de l'Enseignement supérieur qui a "fuité" dans les échos* propose enfin de vraies "solutions" :

* [...]« l'optimisation du temps de travail des BIATSS et des enseignants »

* [...] « le remplacement à l'identique de deux enseignants sur trois et de trois BIATSS sur quatre [qui] permettrait de redéployer [...] 2.497 emplois de BIATSS et 992 emplois d'enseignants »

* [...] le « plafonnement du quota horaire par étudiant et par formation »

Dans toute la société

1995, 2003, 2010,... avec chaque nouvelle réforme des retraites, l'âge officiel de départ à la retraite recule et les pensions diminuent. Aujourd'hui, c'est plus d'un million de retraités qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Mais ce n'est pas assez... Dans la réforme actuelle, la création d'un âge pivot à 64 ans permettra d'appliquer des décotes de 5% ou 10 % à ceux qui partiront avant. Cela va entraîner mécaniquement une baisse des pensions qui permettra de plafonner les dépenses pour les retraites à 14% du PIB alors que le nombre de retraités va augmenter.

Dans le monde entier

L'Amazonie brûle, les températures moyennes n'ont jamais été aussi élevées, l'urgence climatique est là, les océans se remplissent de plastique, les terres agricoles disparaissent pour faire place à des grands ensembles scientifiques ou commerciaux... Et, aux jeunes qui se mobilisent le président propose d'aller manifester en Pologne. Et c'est vrai qu'avec des émissions de CO2 de 12 tonnes par et par habitant, ce qui place la France dans les 20 pays les plus émetteurs... on ne voit pas comment la France pourrait faire mieux que d'interdire les cotons tiges !

Évidemment, tous ces reculs peuvent sembler justifiés puisque chacun sait que la richesse du pays ne suffit plus pour assurer les besoins de chacun, en éducation, retraites, santé ou salaires. En même temps, si ce gouvernement (et les précédents) n'avaient pas regardé passer la captation des richesses au profit des plus riches (la part des 1% a doublé depuis 1980) au lieu de démolir notre système social.. on n'en serait pas là !

Il est encore temps de s'organiser, de se mobiliser, de manifester pour défendre nos conditions de travail, nos droits sociaux, notre planète, notre avenir... contactez-nous !

*<https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/les-universites-sommees-de-mieux-gerer-leurs-effectifs-1132656>